

Filière avicole




Comment stimuler la consommation

• Aujourd'hui, le Marocain consomme 16kg, contre 30kg en Europe et 50 aux USA

• Avec le plan Maroc Vert, l'objectif est d'atteindre 25 kg/habitant en 2020

• Maîtrise des coûts, lutte contre l'abattage informel... les grands défis

AU Maroc, la consommation des viandes blanches augmente, mais reste bien en deçà des niveaux auxquels sont arrivés des pays du Moyen-Orient, d'Europe ou des USA. Une raison à tout cela: d'abord le changement graduel dans le comportement alimentaire du marocain qui a migré vers les viandes blanches, palliant ainsi le coût de plus en plus élevé

	2010	2020
 Production (poulet et dindons)	510.000 t	900.000 t
 Oeufs (milliards d'unités)	3,7	7,2
 Consommation	17,2 kg/hab.	25 kg/hab.

Source: FISA

En dépit de l'intérêt porté aujourd'hui à la consommation des viandes blanches au Maroc, le gap avec les pays étrangers est énorme. A travers ses objectifs, le plan Maroc Vert espère relever les proportions à 25kg/hab en 2020 et doubler la consommation en oeufs

des viandes rouges et des poissons. Mais aussi la réorganisation et le développement du secteur, dont les premiers jalons avaient été posés en 2009, avec le lancement d'un contrat programme quinquennal. C'est le plan Maroc Vert qui a véritablement signé l'envol de cette filière, avec un nouveau contrat conclu entre le gouvernement et la Fisa couvrant la période 2011-2020. Garantir la sécurité du pays en protéine animale au profit des habitants figure parmi les objectifs ma-

jeurs de ce contrat. Ce qui nécessite de porter «la production de viandes de volaille et d'œufs de consommation respectivement à 900.000 tonnes et 7,2 milliards d'unités en 2020, contre respectivement 510.000 tonnes et 3,7 milliards d'unités en 2010». Ce qui va permettre d'améliorer la consommation par habitant pour atteindre 25 kg de viande de volaille et 200 œufs en 2020 contre respectivement 17,2 kg et 138 œufs en 2010. Et par conséquent accroître le chiffre d'affaires réalisé par le secteur pour passer de 23 milliards de DH en 2010 à 38 milliards en 2020. Un plan d'action de mise à niveau et de modernisation du secteur a été programmé pour un investissement de 3,76 milliards de DH, dont une contribution de l'Etat de 700 millions de DH. Cette modernisation du sec-

teur devrait en principe se traduire par une amélioration de sa compétitivité ce qui va lui permettre de continuer à satisfaire les besoins du marché local et également se positionner à l'export, notamment au niveau de l'Afrique. A travers le contrat-programme, les professionnels comptent multiplier par 10 les exportations du secteur à l'horizon 2020. Toutefois, certains coûts sont toujours pointés par les opérateurs principalement ceux de l'énergie et de certaines matières premières importées pour la fabrication d'aliments pour les volailles comme le maïs. Aussi incriminée, l'importation des parentaux (poulets à croissance rapide) de poulets de chair et de dindes à plus de 3 euros l'unité. Le coût de production actuel est au moins de 12 DH le kg poids vif pour le poulet et de 0,70 DH l'œuf, estime Abdellah Ait Boulahsen, spécialiste du secteur. A titre

de comparaison, ce dernier rappelle que «dans les pays à fort développement avicole (USA, Brésil) et qui sont aussi les principaux exportateurs du maïs et soja, ces coûts sont de l'ordre de 7-8 DH/kg pour le poulet et de 0,50-0,55 DH/œuf». Mais incontestablement, le grand défi qui reste à relever est celui de la maîtrise de la situation sanitaire du cheptel avicole, et ce par la mise en application stricte des dispositions de la loi 49-99 relative à la protection sanitaire des élevages avicoles, le contrôle de la production et la commercialisation des produits avicoles. Sur ce volet, on soulève la question de l'abattage de poulets de chair assuré pour plus de 80% par des tueries de quartiers (R'iyacha). Le contrat-programme prévoit qu'à l'horizon 2020, au moins 50% de l'abattage doit être contrôlé!

Quoi qu'il en soit, le secteur avicole présente encore d'énormes potentialités pour son développement. Surtout que l'on assiste depuis des années à un changement important dans les habitudes nutritionnelles en faveur de la viande blanche, sollicitée autant pour son faible prix que pour ses avantages sur le plan diététique. Ces mutations ont ainsi fait grimper la consommation annuelle par habitant de viande de volaille de 5,5 kg en 1980 à près de 16 kg en 2013, selon les statistiques publiées par la Fédération interprofessionnelle du secteur avicole

Avantages

PAR rapport à la viande rouge, le secteur avicole présente de nombreux avantages en faveur de son développement. Les responsables de Fisa rappellent que «le climat du Maroc, caractérisé par des températures douces surtout sur le littoral, se prête parfaitement à l'élevage avicole sans grands investissements en matière d'isolation des bâtiments en comparaison avec les pays européens». Et que «les productions avicoles intensives, ne dépendant pas des aléas climatiques, permettent d'assurer un approvisionnement normal du marché en viandes et en œufs quelle que soit la qualité de la campagne agricole». □

teur devrait en principe se traduire par une amélioration de sa compétitivité ce qui va lui permettre de continuer à satisfaire les besoins du marché local et également se positionner à l'export, notamment au niveau de l'Afrique. A travers le contrat-programme, les professionnels comptent multiplier par 10 les exportations du secteur à l'horizon 2020. Toutefois, certains coûts sont toujours pointés par les opérateurs principalement ceux de l'énergie et de certaines matières premières importées pour la fabrication d'aliments pour les volailles comme le maïs. Aussi incriminée, l'importation des parentaux (poulets à croissance rapide) de poulets de chair et de dindes à plus de 3 euros l'unité. Le coût de production actuel est au moins de 12 DH le kg poids vif pour le poulet et de 0,70 DH l'œuf, estime Abdellah Ait Boulahsen, spécialiste du secteur. A titre

(FISA Maroc). Pour la même période, la consommation d'œufs a elle aussi connu un bond manifeste, passant de 34 à 156 unités. «Aujourd'hui, la viande blanche représente près de 55% dans la consommation de la viande en général», précise Ait Boulahsen. Toutefois, en dépit de cette croissance, la consommation du Marocain en viande blanche reste très en deçà par rapport à la moyenne dans les autres régions du monde. Le niveau de consommation moyenne est de 28-45 kg/hab/an au Moyen-Orient. En Europe, il oscille entre 20 et 32 kg, et tourne autour des 50 kg aux USA. Tout un potentiel à ravir. □

Noureddine EL AISSI



L'avenir de la filière passe par l'intégration



• Le groupe Zalagh s'inscrit dans cette logique pour renforcer ses pôles

• Moderniser les installations pour relever les défis de la qualité et la concurrence, le pari de l'industrie

• Le plan Maroc Vert prête la part belle au secteur

-L'Economiste: Comment se positionne votre groupe dans le secteur avicole?

- Ali Berbich: Nous sommes le premier groupe avicole intégré, fortement présent dans cinq segments de la filière à travers douze filiales. Ce qui permet d'assurer notamment l'importation des matières premières, la production d'aliments de bétail et de volaille, la production de poussins et de dindonneaux d'un jour sans oublier l'élevage, l'abattage et la transformation de la viande. En 2013, notre chiffre d'affaires a avoisiné les 4,5 milliards de DH. Enfin, notre groupe emploie plus de 1.700 personnes.

- Et pour les perspectives de développement de votre groupe?

- Les principaux axes de notre développement concernent le renforcement de



Pour Ali Berbich, président du directoire de Zalagh Holding, le plan Maroc Vert est une opportunité pour accompagner le développement du secteur avicole de notre pays (Ph. NEA)

l'intégration verticale, la consolidation de nos parts de marché dans un secteur en croissance, l'amélioration de la productivité et le renforcement des synergies intra-groupe. Sur l'international, nous envisageons une expansion progressive vers les marchés étrangers, principalement africains, à travers l'export ou l'investissement direct.

- Et pour votre programme d'investissement?

- Notre groupe est conscient de l'importance de la modernisation et du dé-

veloppement de ses installations pour relever les défis de la qualité et la concurrence. Ainsi, un programme d'investissement de près de 350 millions de DH a été engagé sur les quatre prochaines années.

Il vise la réalisation de plusieurs projets, notamment l'extension des fermes d'élevage et le doublement de la capacité de production de l'usine d'aliment «Alf Al Maghrib» de Casablanca. Sur ce volet, il convient de signaler l'achèvement d'un projet important dans la commune de Tiddas près de Khémisset réalisé dans le cadre du plan Maroc Vert. Il s'agit d'un complexe in-

tégré et à la pointe pour la production de poussins d'un jour. Le coût de l'investissement s'élève à 125 millions de DH, soit plus que le double de ce qui était prévu initialement dans nos accords avec l'Agence de développement agricole.

- Mais ce projet a suscité le mécontentement d'une partie de la population qui a soulevé le problème de la pollution. Qu'en dites-vous?

- Cette agitation très localisée émane uniquement d'une poignée de personnes qui défendent leur propre intérêt en manipulant quelques habitants vulnérables. Nous avons rencontré la population et la société civile dont la seule préoccupation est la question de l'emploi. Sur ce volet, il faut signaler que le complexe a permis l'embauche de 140 personnes dont une grande partie réside dans la région. □

Propos recueillis par N. E. A.